



Communiqué de presse  
Du 15 juillet 2020

## IMED de Cayenne, nos enfants méritent une prise en charge dans la bienveillance

**Nous associations d'usagers, d'aidants, familles, avons déjà constaté que rien n'avait changé à l'IMED de Cayenne.**

La lecture de l'article paru sur Mediapart le 27 juin nous a paru fidèle, et cette mise en lumière à l'échelle nationale, honteuse.

Des audits se sont succédés, et aucun changement notable ne s'observe à l'IMED de Cayenne, établissement public accueillant des jeunes avec une déficience mentale.

Les familles réclament des activités pour leurs enfants, un accueil dans un espace adapté à leur handicap. Une prise en charge à la hauteur et un rendu-compte de ce qui est fait avec leurs enfants. Elles ont interpellé la Direction de l'établissement et l'ARS.

Le Conseil d'administration et l'ARS se renvoient la responsabilité d'un management à la dérive. Des financements continuent d'être attribués à l'aveugle, sans stratégie, ni résultat, alors que c'est bien du quotidien et de l'avenir d'enfants vulnérables dont nous parlons. C'est de l'écoute et des réponses que réclament les familles.

La structure est fermée, depuis le confinement de mars. Plus que jamais en cette période de crise, il faut s'inquiéter des conditions de vie des jeunes en situation de handicap assumées par leurs familles, seules.

L'IMED doit rouvrir en septembre. Nous attendons que les conditions soient réunies. Et qu'une alternative acceptable soit trouvée pour les enfants de « l'ex-CME Les Citronnelles » annexé depuis 2018 à l'IMED.

La Guyane souffre d'un déficit structurel et stratégique pour prendre en charge les jeunes en situation de handicap. Est-ce une raison de tout accepter ?

La MDPH oriente des familles vers cet établissement. Les critères d'admission et de sortie demeurent obscurs. Nous demandons de la transparence et une vérification par la MDPH de l'application de ses notifications.

Les familles n'ont pas le choix et n'ont pas droit à la parole. Comment a fonctionné le Conseil de Vie Sociale de l'IMED pendant toutes ces années ? Ce lieu est pourtant dédié à la représentation des usagers et de leurs proches. Pourquoi aucun des témoignages des familles n'a été pris en compte pour une démarche de changement ? Ce sont elles les premières concernées et impactées par la dérive de cet établissement médico-social public. Trop de leurs courriers sont restés sans réponse.

Des professionnels et des structures permettant d'atteindre ces objectifs d'amélioration existent et sur lesquels il faudrait prendre exemple au lieu de multiplier les audits couteux.

Nous souhaitons que la démarche qualité devienne une réalité conformément aux obligations réglementaires.

Nous, représentants des usagers et des aidants, soutenons cette volonté d'une plus grande ambition sur le champ du handicap en Guyane. Nous demandons :

- Une cellule de crise et de contrôle avec la gouvernance de l'établissement, les partenaires sociaux et les familles.
- Un nouveau Conseil de Vie Social désigné de manière transparente, notamment le collège des familles.
- La présentation des conditions de réouverture de l'IMED aux familles sans délai.

La reconquête de notre territoire et de la dignité des enfants en situation de handicap nécessite des investissements et des engagements impérieux et urgents, beaucoup plus conséquents que ce qui n'a été fait jusqu'à ce jour.

**Contact presse :**

**Pascale DELYON , coordinatrice régionale France Assos Santé Guyane– 06 94 23 48 21 – [pdelyon@france-assos-sante.org](mailto:pdelyon@france-assos-sante.org)**

**Marie-Claire BAPIN, présidente 2 ASAG - [aidantsguyane.contact@gmail.com](mailto:aidantsguyane.contact@gmail.com)**

**Nadeline MAUGER, présidente AMI 973 - [ami.guyane.973@gmail.com](mailto:ami.guyane.973@gmail.com)**